

Le budget—M. Langdon

dollars ont été accordées à la société Chrysler pour assurer la survie de l'industrie automobile dans ma ville. Les contrats pour la construction de frégates qui ont été accordés au chantier naval de Saint-Jean ont permis à cette ville de survivre.

Pourquoi le gouvernement se montre-t-il aussi cruel, aussi indifférent envers Summerside et l'Île-du-Prince-Édouard? Serait-ce que, au lieu de rechercher le bien du pays, il en voudrait politiquement à l'Île-du-Prince-Édouard d'avoir élu quatre députés de l'opposition? Essaie-t-il de punir les électeurs de cette région?

Quelle logique y a-t-il à nous défaire de nos forces militaires ici tandis que le gouvernement dépense 1,2 milliard pour les maintenir en Europe. Cela n'a pas de sens. Le budget est insensé. Le chômage qu'il engendre est insensé. L'injustice des mesures fiscales est insensée.

• (1550)

Un budget qui ne correspond pas aux intérêts des Canadiens soulèvera énormément de colère, de passion et d'opposition.

[Français]

M. DeBlois: Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt l'intervention de mon vis-à-vis. Ce qui m'agace un peu, c'est de voir ce qui m'apparaît être l'insensibilité de l'opposition face à l'énorme problème de la dette nationale. L'honorable député s'est moqué un peu de la publicité gouvernementale qui vise à faire comprendre aux Canadiens l'importance de cette dette et de l'effort national qui est demandé à tous les Canadiens, à commencer par les plus riches. A cet égard, je trouve un peu désolant que l'opposition n'apporte pas de critique constructive parce que nous avons un Budget équilibré. Nous ne dépensons pas plus que nous avons de recettes. C'est le problème de la dette accumulée par les anciens gouvernements qui fait que nous avons un problème de déficit. Alors, je trouve un peu frustrant d'entendre un collègue du même Parlement ne pas faire une critique positive. Je comprends qu'il y a des aspects difficiles dans le Budget, mais il me semble qu'on demande à tous les Canadiens de faire un effort, et en particulier à ceux qui sont le mieux pourvus, et il me semble qu'un député du Nouveau parti démocratique, qui insiste tellement pour

que les gens plus à l'aise soient plus en mesure de contribuer, devrait être le premier à nous encourager dans cette voie!

[Traduction]

M. Langdon: Monsieur le Président, il ne s'agit pas de savoir si la dette existe ou non, il n'y a qu'à jeter un coup d'oeil sur le budget pour se rendre à l'évidence. De fait, c'est le gouvernement actuel qui a doublé la dette nationale pendant qu'il était au pouvoir entre 1984 et 1988. La dette est là et il faut y remédier. Faut-il couper un peu partout?

Supposons qu'une grande société ait contracté des dettes énormes. Est-ce que le directeur général déciderait de fermer la moitié des usines, de jeter la moitié des travailleurs sur le pavé et de ne plus exploiter qu'une moitié de société? Ou n'estimerait-il pas plus important d'élargir la société, d'offrir plus de services, d'être plus efficace et de faire plus d'argent? Ainsi, la société pourrait s'acquitter de ses dettes à même ses bénéficiaires.

La société Campeau a vu ses dettes s'élever de façon incroyable. Si elle avait agi comme le gouvernement, elle serait revenue à l'exploitation de comptoirs de fleurs sur la rue Bank. Le gouvernement propose d'effectuer des compressions, d'augmenter l'impôt des particuliers et de réduire les dépenses de consommation.

Après la prise du pouvoir par les conservateurs en 1984, j'ai prédit que le processus de réduction entamé à ce moment-là allait nous acculer à un déficit encore plus important à la fin de leur mandat. C'est ce qui s'est produit. Le déficit s'élève actuellement à 36 milliards de dollars, alors qu'il était de 29 milliards de dollars en 1984.

Pour en sortir, il faut que les gens retournent travailler, que la productivité augmente, tout comme les exportations et les emplois, afin que s'élèvent le taux de croissance ainsi que celui des investissements et de l'expansion, ce qui nous donnerait un budget équilibré, équitable pour tous, étant donné que tout le monde travaillerait. Ce n'est pas ce qui arrive sous le gouvernement actuel.

M. Friesen: Monsieur le Président, je suppose alors que le député est en faveur d'un budget équilibré. Nous dira-t-il si c'est le cas?